

# LA NATION

QUOTIDIEN D'INFORMATION EN LIGNE FONDÉ LE 21 FEVRIER 2005

**HUITIÈME ANNÉE N°930 DU 30 NOVEMBRE 2013**

1801/2013 : 212<sup>e</sup> ANNÉE DE LA NATION GUADELOUPE

## L'ÉDITION DU WEEK END

Le 191<sup>e</sup> numéro de l'année 2013

Nombre de pages : 20 pages

Distribué à 15.100 personnes

## LA CITATION DE LA SEMAINE

«Le peuple colonisé est idéologiquement présenté comme un peuple arrêté dans son évolution, imperméable à la raison, incapable de diriger ses propres affaires, exigeant la présence permanente d'une direction. L'histoire des peuples colonisés est transformée en agitation sans aucune signification et, de ce fait, on a bien l'impression que pour ces peuples l'humanité a commencé avec l'arrivée de ces valeureux colons».

**FRANTZ FANON**

L'An V de la révolution algérienne (1959), p. 176.

**DOSSIER :**

**LE COMERCE**

**EXTÉRIEUR**

**DE LA GUADELOUPE**

**POURQUOI**

**LE CHÔMAGE**

**RESTE**

**ÉLEVÉ**

**EN GUADELOUPE ?**

# SOMMAIRE

AFFAIRES NATIONALES ET À LA UNE page 3

AFFAIRES MONDIALES page 9

MARCHÉS FINANCIERS MONDIAUX page 12

DROIT, MANAGEMENT, PATRIMOINE page 15

TABLEAU DE BORD GUADELOUPE page 18

## LA NATION

### **PUBLICATION DU GROUPE MÉDIA CARAÏBE :**

**22 BIS RUE ALEXANDRE ISAAC POINTE À PITRE GUADELOUPE**

### **ADMINISTRATION :**

PRÉSIDENT DU CONSEIL D ADMINISTRATION : DAVILA JACQUES

COORDONNATEUR ADMINISTRATIF: JEAN PAUL ELUTHER

Abonnement : 0690 40 42 55 ;

Publicité : Régie Caraïbe de publicité 0690 40 42 55 ;

Agence de presse : Média info

### **RÉDACTION**

DIRECTEUR DE LA PUBLICATION ET RÉDACTEUR EN CHEF : **ELUTHER JEAN PAUL**

COMITÉ DE RÉDACTION : José Ayassamy ; Romuald Myriam ; Jacques Davila; Wesley Aminata.

**SUIVEZ NOUS SUR LE WEB ET LES RÉSEAUX SOCIAUX .**

## LE DOSSIER DU WEEK END

### BALANCE COMMERCIALE ET BALANCE DES PAIEMENTS ( 2 ) .

L' un des traits marquants du système des activités économiques installées en Guadeloupe, et non de l' économie de Guadeloupe qui a proprement parler n' existe pas, est qu'il supporte sans trop de dégâts la plupart des déséquilibres économiques qu'il génère alors que dans d'autres pays cette situation provoquerait de graves dégâts. C'est notamment le cas avec le solde de la balance commerciale qui est structurellement déficitaire. En effet les conséquences traditionnelles d'un solde négatif de la balance commerciale ne se manifestent pratiquement pas dans notre pays .

La balance commerciale recense sous une forme comptable les flux de marchandises intervenus au cours d'une période entre les agents résidents et les non-résidents. Ces flux sont des exportations (vente à l'étranger de marchandises produites en France) et des importations (achats en Guadeloupe de marchandises produites à l'étranger). Conventionnellement, la valeur des exportations est exprimée FAB (Franco à bord) c'est-à-dire coût départ usine + coût transport au poste-frontière — la valeur des importations est exprimée CAF c'est-à-dire coût de la marchandise + coût transport et assurances depuis la frontière d'origine. Le solde de cette balance sera excédentaire si la valeur des exportations est supérieure à celle des importations, déficitaire dans le cas contraire. Le solde de la balance commerciale permet de mesurer la compétitivité d'un pays .Il est souvent présenté comme un indicateur de dynamisme de son économie dans les échanges internationaux. Mais il faut nuancer. En effet un solde excédentaire peut s'expliquer non par une augmentation des exportations, mais par une diminution des importations consécutive à une baisse de la demande intérieure pour cause de ralentissement économique. Plusieurs indicateurs permettent de mesurer la place des échanges externes dans l'économie. Le taux de couverture (exportations/importations x 100) qui est le résultat du rapport entre la valeur des exportations et la valeur des importations révèle notamment si les exportations

permettent de payer les importations (valeur des exportations/valeur des importations x 100). Si le taux de couverture est de 100 % alors le commerce extérieur est en équilibre.

L'ouverture d'un pays aux échanges internationaux . Des ratios du commerce extérieur permettent d'estimer cette ouverture :

- la part de marché : exportations d'un pays vers un autre pays ou une zone / exportations totales correspondantes ;
- le taux d'exportation, il mesure la dépendance d'un pays vis-à-vis de ses ventes à l'étranger : exportations/PIB x 100 ;
- le degré d'ouverture d'une économie mesure l'importance des relations extérieures relativement à la taille de l'économie nationale. Le degré d'ouverture est le rapport de la moyenne des valeurs des exportations et des importations nationales au produit intérieur brut national soit :  $[(\text{exportations} + \text{importations}) / 2] / \text{PIB}$ .

En dépit de son importance, la balance commerciale est insuffisante pour bien comprendre la situation économique d'un pays . Seule une analyse de la balance des paiements est susceptible de donner des indications encore plus intéressantes. La balance des paiements qui n'est pas malheureusement calculée pour la Guadeloupe est un document de la comptabilité nationale qui recense, pour une période donnée, l'ensemble des transactions économiques internationales (commerciales, financières et monétaires) que les résidents d'un pays (les particuliers, les entreprises ou l'État) ont réalisées avec ceux du reste du monde. Les ventes à l'international sont enregistrées comme des crédits tandis que les achats de marchandises, de services ou de capitaux sont enregistrés comme des débits. Du fait de la comptabilisation en partie double (chaque opération donne lieu à deux enregistrements de signes contraires), la balance des paiements est toujours équilibrée. La balance des paiements est donc un instrument irremplaçable de la connaissance de l'activité économique d'un territoire au même titre que les comptes nationaux, les statistiques monétaires ou la situation des finances publiques. Mesurant les échanges avec le reste du monde, c'est un indicateur fondamental d'aide à la décision pour les autorités économiques et monétaires. Mesurant les transactions entre résidents et non-résidents, la balance des paiements est une source d'information clé. Elle permet de calculer le besoin ou la capacité de financement de la collectivité qui résulte de l'analyse de l'équilibre entre les niveaux d'épargne et d'investissement. La balance des paiements permet également d'évaluer l'insertion de

la collectivité dans son environnement extérieur. Elle constitue enfin un élément non négligeable des comptes économiques de la collectivité par la fourniture d'éléments statistiques qui contribuent à l'élaboration de certains agrégats macroéconomiques. La balance des paiements est constituée de plusieurs soldes intermédiaires qui peuvent être excédentaires ou déficitaires :

- Le compte des transactions courantes regroupe la balance des invisibles qui enregistre l'ensemble des échanges de biens immatériels (qui ne donnent pas lieu à échange de marchandises), des revenus et des transferts avec l'étranger. En sont parties intégrantes les services liés au commerce extérieur (transport, assurance, ...); les services liés aux échanges de technologie (grands travaux, coopérations techniques, brevets, ...); le tourisme; le négoce international porte sur des achats de marchandises à l'extérieur revendues à l'extérieur (pas d'entrée de marchandises) .
- Le compte de capital (acquisition d'actifs non financiers tels qu'achats /ventes de brevets, et remises de dettes).
- Le compte financier (échanges de capitaux entre un pays et l'étranger).

Si le compte des transactions courantes est déficitaire, pour payer cette différence l'économie du pays doit emprunter ou utiliser les réserves de la banque centrale. L'accumulation de déficits du compte de transactions courantes a pour conséquence un accroissement de l'endettement du pays, ce qui menace sa prospérité et son indépendance. Il ne faut pas oublier que le poste balance des transactions courantes varie en sens inverse du poste des mouvements de capitaux. À partir de l'équilibre emploi-ressource au niveau d'un pays :  $Y+M = C+I+X$ , on trouve le solde de la balance des transactions courantes qui est  $X - M$ . On sait que les revenus sont consommés ou épargnés donc  $Y = C+S = C+I+X-M$  donc  $X-M = S-I$ . Donc un excédent des transactions courantes implique une épargne supérieure aux investissements. Un déséquilibre de la balance des transactions courantes implique que l'épargne est inférieure à l'investissement. Si l'on parle beaucoup du déficit budgétaire, on parle assez rarement du déficit de la balance des paiements et en particulier du déficit de ce qu'on appelle la balance des paiements courants, c'est-à-dire des opérations qui touchent les marchandises, le commerce, les services, les transferts financiers, mais pas les mouvements de capitaux au sens plus large du terme. Il faut comprendre que

cette balance qui regroupe les opérations soit au crédit soit au débit sur les marchandises, les services et les transferts financiers englobe en quelque sorte la relation économique fondamentale entre le pays et l'extérieur. Si vous avez un pays qui, comme le nôtre malheureusement, présente un déficit persistant de cette balance des paiements courants, c'est le symptôme d'un déséquilibre économique plus général. En effet, si un pays importe systématiquement plus qu'il n'exporte, c'est en général le signe d'une faiblesse dans la compétitivité de ce pays et c'est peut-être aussi le signe qu'il y a trop de demande intérieure qui absorbe trop de production et qui n'en laisse pas assez à l'exportation. Le fait d'importer systématiquement plus que l'on exporte, il faut le comprendre, ne favorise pas l'emploi : les produits importés représentent des heures de travail pour les pays exportateurs mais ne génèrent aucun travail et aucun emploi en Guadeloupe, alors que si nous étions davantage exportateurs, c'est nous qui ferions travailler la population guadeloupéenne pour cette production exportée. On dit que la balance des paiements contribue soit d'une manière positive soit d'une manière négative -et malheureusement pour nous c'est d'une manière négative- à l'emploi et en ce qui concerne la Guadeloupe au chômage. Enfin la persistance d'un déficit de la balance des paiements courants entraîne, par définition même, l'accumulation d'un endettement extérieur. En effet le surplus de produits et de services importés doit être financé, et il doit être financé par des crédits extérieurs qui s'accumulent et augmentent la dette générale de notre pays. En effet, chaque fois qu'en Guadeloupe on achète 100€ d'articles ou de services produits à l'étranger, on génère le travail correspondant à l'étranger et non en Guadeloupe. Le phénomène est équivalent à une sous-traitance : on exporte du travail. Par ailleurs, mais même si on achète 100€ d'articles ou de services produits en Guadeloupe, une partie provient en fait de l'étranger. Exemple : lorsqu'on fait faire une réparation en Guadeloupe par son plombier guadeloupéen, une partie de sa facture correspond à ses frais de déplacement, qui comprennent du gazole importé et peut-être de l'amortissement de sa camionnette importée de l'extérieur. Ainsi, lorsqu'on raisonne à l'échelle de l'économie guadeloupéenne dans son ensemble, toute dépense en Guadeloupe génère des importations dans la proportion des importations du pays dans son PIB. Chaque fois que la Guadeloupe importe pour 100€ d'articles ou de services, elle doit les payer. Pour cela, elle doit exporter pour 100€ ou emprunter de l'argent (solution qui ne peut durer longtemps). Il y a donc une

exigence d'équilibre du commerce extérieur, ou plus exactement de la balance des paiements, qui inclut aussi les opérations d'investissement, de transfert de fonds et d'encaissement de revenus. Il est donc très grave de ne pas élaborer ces données.

## Les derniers chiffres du commerce extérieur de la Guadeloupe sont les suivants :

en millions €	<u>2010</u>	<u>2011</u>	<u>2012</u>	<u>var. 12/11</u>
<b>Importations</b>	2 232,6	2 672,3	2662,9	2,0 %
<b>Exportations</b>	178,2	236,7	216,1	-8,7 %
<b>Solde</b>	-2 054,4	-2 435,6	-2 446,8	3,0%
<b>Taux de couverture</b>	8,1 %	9,1 %	8,1 %	-11,0%

Source : DNSCE Données provisoires

## LA RÉDACTION



## AFFAIRES NATIONALES

## POLITIQUE

### 67000 CHÔMEURS ET TOUT LE MONDE SE TAIT

Le traitement social du chômage est une spécialité des dirigeants français . Les fameux emplois aidés font reculer le nombre des jeunes sans emploi ou ralentissent l'augmentation du chômage . Mais le résultat de ce traitement n'est pas durable. Parce que du côté de l'activité économique, l'horizon reste bouché. Au troisième trimestre, l'encéphalogramme de notre économie est resté désespérément plat. Chaque semaine continue à apporter son nouveau lot d'entreprises en difficulté. Quant aux offres d'emploi, elles n'ont jamais été aussi rares, autour d'une centaine par mois. Dans ces conditions les autorités coloniales tant qu'elles se borneront à appliquer des vieilles recettes qui n'ont pas fait leurs

preuves ne pourront pas faire diminuer le chômage . Sur le front de l'emploi, le gouvernement et les conservateurs guadelouoéens de l'ordre colonial sont en panne de projets. La mise en place en Guadeloupe du crédit d'impôt compétitivité et de la réforme du marché du travail sont bien insuffisants . Attendre que la courbe s'inverse est nettement insuffisant . En réalité , le fait d'importer systématiquement plus que l'on exporte ne favorise pas l'emploi : les produits importés représentent des heures de travail pour les pays exportateurs mais ne génèrent aucun travail et aucun emploi pour le pays importateurs. Si les guadeloupéens produisaient et exportaient plus la population guadeloupéenne travaillerait nettement plus.

## **ÉCONOMIE, SOCIAL, SANTÉ, TECHNOLOGIE**

### **LA BAISSÉ DES PRIX PÉTROLIERS CONTINUE**

A partir de dimanche 1er décembre, tous les prix des produits pétroliers diminuent par rapport au mois de novembre. Dans le cadre de la révision mensuelle des prix des produits pétroliers prévue par le décret n° 2010-1332 du 8 novembre 2010, les 15 premières cotations du mois précédent sont prises en compte. Les cours enregistrés pour ces 15 cotations sont globalement à la baisse. Le marché a évolué de la manière suivante: Baisse de la moyenne des cotations du pétrole brut de - 2,9%. Baisse de la moyenne des cotations du super de - 2,3%, du gazole de - 3,5% et du butane de - 3,9%. Ces tendances s'expliquent surtout par la baisse de la croissance économique qui impacte la demande mondiale de ces produits. Aussi, à partir du 1er décembre :

- le super sans plomb : 1,48 euros soit - 1 ct/l par rapport à novembre (1,49 euros)
- le gazole: 1,36 euros soit - 2 cts/l par rapport à novembre (1,38 euros)
- la bouteille de gaz : 21,61 euros au lieu de 21,77 en novembre, soit - 16 centimes

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JEAN PAUL ELUTHER**





# AFFAIRES MONDIALES

## SOCIÉTÉ ET ÉCONOMIE MONDIALES

### LE GRAND PRIX DE L'ÉCONOMIE 2013 À L'AFRICAIN TIDJANE THIAM

Tidjane Thiam, patron franco-ivoirien de Prudential plc, plus grosse société d'assurances britannique, a reçu jeudi à Paris "Le Grand Prix de l'économie" qui récompense chaque année "l'homme ou la femme qui incarne le fait économique le plus marquant de l'année". Le ministre du Budget Bernard Cazeneuve et la directrice générale du FMI Christine Lagarde assistaient à la cérémonie. Pour sa 4ème édition, le prix, organisé par Les Echos, Radio Classique, et le cabinet d'avocats d'affaires Freshfields Bruckhaus Deringer, a été décerné à M. Thiam "pour son parcours exceptionnel" par un jury présidé par l'ancien président de la BCE Jean-Claude Trichet. Tidjane Thiam, 51 ans, est en effet une personnalité très originale du monde des affaires : après avoir étudié dans l'élite des écoles françaises (Polytechnique, Mines, Insead), il est devenu consultant chez Mc Kinsey à New York et Paris, avant de partir dans son pays natal, comme haut fonctionnaire puis comme ministre du Plan et du Développement, de 1994 à 1999. Quittant la Côte d'Ivoire à la suite d'un coup d'Etat, il entre en 2002 chez Aviva, rivale de Prudential au Royaume-Uni, puis en 2007 chez Prudential dont il prend la tête en 2009, avec parmi ses principaux objectifs le développement en Asie. Il est ainsi devenu le premier dirigeant noir d'une entreprise du FTSE 100. Actuellement président de l'ABI, l'association des assureurs britanniques, Tidjane Thiam a participé ou participe aussi à plusieurs instances visant au développement de l'Afrique, notamment l'Africa Progress Panel présidé par Kofi Annan. Alors que M. Thiam a déjà publiquement regretté de ne s'être jamais vu offrir en France un emploi à la hauteur de ses capacités, Bernard Cazeneuve a considéré que le prix était "une manière de déclaration d'amour et de respect de ce que vous êtes et de regret de ne pas avoir su vous garder", appelant à se souvenir de cet exemple. En conclusion de son discours, M. Thiam a rapporté une inquiétude soulevée par les dirigeants chinois qu'il a rencontrés :

"La seule chose aux États-Unis qu'ils ne peuvent dupliquer, c'est la diversité culturelle. Les précédents lauréats du Grand Prix de l'économie ont été en 2012 Mario Monti, alors Président du Conseil italien, en 2011 Michel Pébereau, alors Président du conseil d'administration de BNP Paribas et en 2010 Wolfgang Schäuble, ministre des Finances allemand.

## **AMÉRIQUE CARAÏBE**

### **HAÏTI : VERS L' AUGMENTATION DU SALAIRE MINIMUM ?**

Après des rencontres avec les différents secteurs concernés, le Conseil supérieur des salaires (CSS) a adopté vendredi, au cours d'un vote, la fixation du salaire minimum à 225 gourdes. Cette mesure sera d'application à partir du 1er janvier 2014. Seul un membre du secteur du patronat a voté contre. Les trois représentants du secteur syndical, ceux du gouvernement ainsi que les deux autres du patronat ont tous voté pour, soit huit voix pour et une contre. Jeudi, l'Association des industries d'Haïti (ADIH), dans une résolution, avait implicitement demandé au Conseil supérieur des salaires de maintenir les 200 gourdes. Une façon, selon l'association patronale, pour Haïti de demeurer compétitive face à des concurrents comme le Cambodge, le Vietnam ou encore le Bangladesh. La dernière augmentation du salaire minimum date du 6 octobre 2009 où le salaire minimum avait été fixé à 200 gourdes pour huit heures de travail par jour selon un mécanisme complexe. Selon l'article 136 du code du travail, « Tout travailleur manuel ou intellectuel aura droit à un salaire minimal fixé par la loi ». L'article 137 dispose que « Le salaire minimal est fixé par loi ou décret sur rapport motivé du Conseil supérieur des salaires au ministère des Affaires sociales. Il sera périodiquement ajusté en fonction des variations du coût de la vie ou toutes les fois que l'indice officiel de l'inflation fixé par l'Institut haïtien de statistique et d'informatique accuse une augmentation d'au moins 10 pour cent sur une période d'une année fiscale. Il faut maintenant prendre une décision. La décision d'augmentation des salaires peut être prise par arrêté du président de la république. C'est probablement un des rares secteurs où il y a un pouvoir réglementaire autonome exercé par le président de la république.

## Encadré

**Le CSS est une organisation prévue par une loi de 1983. Il a été installé de manière officielle, 29 août 2013, par le président de la République au cours d'une cérémonie au palais national. Le CSS est consulté pour la fixation du salaire minimum de toutes les entreprises . Notons par ailleurs qu'il existe aussi une commission tripartite des salaires décidée par le décret du 27 mai 1986 qui est chargée de fixer les salaires dans toutes les entreprises privées toutes les fois qu'il s'agira de salaires minimaux plus élevés que le salaire minimum .Enfin , le contrat de travail peut toujours fixer un salaire plus élevé .**

## IRAN

### L' IRAN DÉCIDERA DE SA POLITIQUE NUCLÉAIRE

L'Iran décidera lui-même du niveau d'enrichissement d'uranium dont il aura besoin, a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, cité samedi par des médias iraniens. «L'Iran décidera de son niveau d'enrichissement selon ses besoins dans les différents domaines», a déclaré M. Zarif, selon l'agence officielle Irna. «Seuls les détails (de l'enrichissement) sont négociables dans la phase finale des négociations» avec les puissances du groupe 5+1 (États-Unis, France, Royaume-Uni, Russie, Chine et Allemagne). Selon les médias, le ministre iranien a fait ces déclarations à la presse après des entretiens dans la ville sainte de Qom, où il a rencontré vendredi des dignitaires religieux pour leur expliquer les détails de l'accord intérimaire conclu le 24 novembre avec les grandes puissances à Genève. Selon l'accord de Genève, qui ouvre la voie à six mois de délicates tractations pour obtenir un accord «complet», Téhéran a accepté de limiter son niveau d'enrichissement d'uranium à moins de 5 % en attendant un accord définitif avec les grandes puissances. En contrepartie d'une suspension partielle des sanctions internationales qui étouffent son économie, l'Iran a également accepté de transformer la moitié de son stock d'uranium enrichi à 20 % (environ 200 kilogrammes) en combustible pour le réacteur médical de Téhéran et de ramener le niveau de l'autre moitié à moins de 5 %. Selon les médias iraniens, l'Iran et le 5+1 ont convenu de négocier un accord définitif qui,

notamment, «définira un programme d'enrichissement avec des paramètres acceptés par les deux parties, conformément aux besoins». Cet accord devrait également déterminer «le volume et le niveau des activités d'enrichissement, la capacité, l'endroit où elles sont menées et les stocks d'uranium que l'Iran pourra avoir pour une période donnée», selon les mêmes sources. «Nous avons toujours dit qu'on ne permettra pas que quelqu'un d'autre (les autres pays, NDLR) définisse les besoins de l'Iran» en ce qui concerne l'enrichissement, a insisté le ministre iranien, cité par l'agence Fars. L'enrichissement d'uranium était au centre du bras de fer entre l'Iran et les puissances occidentales qui l'accusaient ainsi qu'Israël de chercher à se doter de l'arme nucléaire.

## RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR JACQUES DAVILA



# ÉTAT DES MARCHÉS

## ASIE

L'Asie boursière termine le mois sans tendance précise, l'absence de cotations hier soir à Wall Street pour cause de Thanksgiving et les habillages de bilans de fin de mois limitant les initiatives des opérateurs... A la Bourse de Tokyo, le Nikkei a cédé 0,41% à la clôture, terminant à 15.662 points. L'indice japonais, qui a atteint hier son plus haut niveau depuis six ans, a toutefois signé une hausse de 8% sur le mois de novembre et de 50% depuis le 1er janvier, sous l'impulsion de la politique de lutte contre la déflation du gouvernement Abe. De son côté, Hong Kong gagne 0,2% en séance ce matin, le Shanghai Composite est proche de l'équilibre (+0,05%), Taïwan gagne 0,5% et Séoul évolue peu (-0,04%). Enfin, Sydney cède 0,3%, Singapour recule de 0,4% et la Bourse de Bombay (indice BSE Sensex) monte de 1,2% en séance... En novembre, l'indice MSCI Asie-Pacifique devrait ainsi céder environ 0,3%, malgré le "rally" de Tokyo, sous l'effet des craintes d'un retrait de "QE3" aux Etats-Unis et face aux doutes sur les futures réformes économiques en Chine. Le MSCI Asie-Pacifique gagne néanmoins encore près de 10% depuis le 1er janvier. Sur le front des statistiques, le Japon est à l'honneur ce vendredi, avec la

publication des chiffres de l'inflation. Cette dernière a confirmé son accélération en octobre (+0,9% sur un an) retrouvant son rythme le plus élevé depuis 5 ans. En revanche, la production industrielle de l'archipel s'est montrée décevante le mois dernier, en hausse de 0,5% seulement, contre 1,3% en septembre et 2% attendu par le consensus.

## **ÉTATS UNIS**

Wall Street, fermé hier jeudi pour Thanksgiving, finissait la journée en ordre dispersé non loin des sommets historiques ce vendredi, au terme d'une séance écourtée. Il n'y avait pas de statistiques de conjoncture outre-Atlantique en cette fin de semaine. Le DJIA fléchissait de 0,07% à 16.086 pts, alors que le Nasdaq prenait 0,37% à 4.060 pts. Le S&P 500 reculait de 0,08% à 1.806 pts. Sur le mois de novembre, le S&P 500 progresse de 3%, le Nasdaq de 3,6% et l'indice Dow Jones d'environ 3,5%. La séance du jour était marquée par des volumes plutôt faibles pour ce "Black Friday". D'après la National Retail Federation américaine, fédération du secteur de la distribution aux Etats-Unis, 140 millions d'Américains prévoient de faire du shopping dans les magasins ou sur Internet durant ce long week-end de Thanksgiving (d'hier jeudi à dimanche), contre 147 millions un an avant. La journée de shopping de ce vendredi, appelée "Black Friday", sera très certainement la plus active du week-end avec environ 97 millions d'acheteurs, d'après la NRF.

## **EUROPE**

Les Bourses européennes ont terminé en ordre dispersé vendredi après avoir passé la majeure partie de la séance en légère hausse, une progression dont la faiblesse des volumes a fini par avoir raison. L'indice paneuropéen FTSEurofirst 300 a fini sur un gain de 0,07% après avoir inscrit un nouveau plus haut de cinq ans mais l'EuroStoxx 50 a cédé 0,19%. À Paris, le CAC 40 a terminé en repli de 0,17% à 4.295,21 points. Le Footsie britannique a abandonné 0,06% et le Dax allemand a gagné 0,19%. Sur l'ensemble de la semaine, le CAC 40 a gagné 0,39% et le FTSEurofirst 300 0,69%. Le mois de novembre se solde par une baisse de 0,11% du CAC 40 et une progression de 1,02% du FTSEurofirst 300. La hausse conjuguée des marchés actions en Europe et aux Etats-Unis a permis à l'indice mondial MSCI d'atteindre à 403,13 points un nouveau pic de près de six ans.

## **CHANGE**

L'euro reculait légèrement en fin d'échanges new-yorkais vendredi face au dollar, dans un marché peu actif au lendemain d'un jour férié aux États-Unis, les cambistes digérant les chiffres du chômage et de l'inflation en zone euro. Vers 22H00 GMT, l'euro valait 1,3587 dollar, contre 1,3606 dollar jeudi vers 22H00 GMT. L'euro était monté vers 03H00 GMT à 1,3622 dollar, son plus haut niveau en un mois. La monnaie unique européenne reculait aussi un peu face à la devise japonaise, à 139,16 yens - après avoir atteint vers 01H55 GMT 139,71 yens, son niveau le plus élevé depuis mi-octobre 2008 - contre 139,23 yens la veille. Le dollar montait face à la monnaie nipponne, à 102,40 yens - après être monté vers 01H45 GMT à 102,61 yens, son plus haut niveau en cinq mois - contre 102,33 yens jeudi. En cette fin de semaine ponctuée d'un jour férié jeudi aux États-Unis à l'occasion de la fête de Thanksgiving, "les échanges restent limités, il y a peu d'activité sur le marché et les mouvements dans un sens ou dans l'autre sont peu significatifs", estimait Omer Esiner de Commonwealth Foreign Exchange. Vers 22H00 GMT, la livre britannique progressait face à l'euro, à 82,97 pence pour un euro, comme face au billet vert, à 1,6366 dollar pour une livre, grimpant même vers 16H30 GMT à 1,6384 dollar, son plus haut niveau depuis fin août 2011. La devise helvétique montait face à l'euro, à 1,2314 franc suisse pour un euro, et était presque à l'équilibre face au dollar, à 0,9059 franc suisse pour un dollar. La devise chinoise a fini à 6,0940 yuans pour un dollar contre 6,0925 yuans la veille. L'once d'or a terminé à 1.253 dollars au fixing du soir contre 1.245,50 dollars jeudi.

## **MATIÈRES PREMIÈRES**

Les cours du pétrole coté à New York ont terminé en légère hausse vendredi à l'issue d'une semaine écourtée, rebondissant après avoir atteint leur plus bas depuis mai et profitant de nouveaux signes d'une baisse de la production en Libye. Le baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en janvier sur le New York Mercantile Exchange (Nymex) s'est adjugé 42 cents par rapport à mercredi pour s'établir à 92,72 dollars. A Londres, le prix du baril de Brent de la mer du Nord pour livraison à même échéance a terminé à 109,69 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 1,17 dollar par rapport à la clôture de jeudi. Le pétrole américain était descendu mercredi en séance jusqu'à 91,77 dollars avant de terminer à son plus bas depuis le 31 mai. Après un jour férié jeudi et une séance

écourtée vendredi à l'occasion de la fête de Thanksgiving, le marché est parvenu à enrayer cette baisse.

## RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION



### MANAGEMENT, PATRIMOINE , DROIT

#### COMMENT MANAGER LES GÉNÉRATIONS ?

Moins respectueuse de l'autorité, moins fidèle que la génération précédente ou tout simplement ingérable, l'arrivée de la génération Y en entreprise semble inquiéter les managers ! Et ce ne serait apparemment que le début : la génération Z pointerait déjà le bout de son nez. De quelle génération êtes-vous et pourquoi au juste la prise en compte de ces phénomènes générationnels présenterait-elle une quelconque utilité pour les responsables dans les organisations ?

#### Qu'entend-on par génération ?

« La notion de génération se définit [...] par un âge et par une identité temporelle ». C'est en somme un groupe de personnes (on appelle cela une cohorte) qui sont nées dans un certain intervalle de dates et qui, pour cette raison, ont partagé et partagent encore des références économiques, sociales et culturelles communes. De nombreux sociologues ont ainsi proposé une classification des générations. La plus connue, celle de William Strauss et Neil Howe identifie les générations suivantes : Grande génération 1901 – 1925 ; Génération traditionnelle 1925 – 1943/45 ; Génération Baby Boomers 1945 – 1963/65 ; Génération X 1963/65 – 1978 ; Génération Y 1978 – 1994. La génération X serait une génération sacrifiée, une génération sans grandes illusions. Arrivée à l'âge de travailler, c'est-à-dire à partir du début des années 80, elle aurait en effet été confrontée à un chômage de plus en plus massif. Cette génération marquerait donc la fin de l'idéal de la société de consommation. Les membres de la génération Y (à prononcer « why » à l'anglo-saxonne) seraient marqués quant à eux par l'arrivée des ordinateurs à la maison. Davantage connectés et plus mobiles que la génération X, ils seraient capables de faire plusieurs tâches en

même temps mais ne parviendraient à se concentrer que peu de temps sur une tâche spécifique. Une nouvelle génération, la génération Z émergerait depuis peu. Elle aurait pour spécificité d'être en permanence connectée quel que soit l'endroit où elle se situe dans la rue, chez elle, à l'école, etc. comme le décrit l'acronyme ATAWAD . Elle ne viserait en outre que des objectifs à très court terme.

## **Quels sont les éléments qui permettent de distinguer les générations entre elles ?**

On constate rapidement qu'un des éléments à la base des différences de comportement entre les générations serait le rapport qu'elles entretiennent avec les TIC (technologies de l'information et de la communication). Pour la génération Y, a fortiori pour la génération Z, il ne serait tout simplement pas possible de vivre dans un monde sans TIC. Pour leurs membres, la réalité ne se concevrait en quelque sorte jamais sans elles alors que pour les générations précédentes, ces technologies ne représenteraient qu'un accès à un monde virtuel qui ne saurait pas être confondu avec la réalité, la vraie ! En somme, la génération Y utiliserait Internet avant tout comme un outil d'information alors que la génération Y y verrait surtout un moyen d'expression, de rencontre et de création. Mais cette explication n'est pas la seule susceptible de donner du sens aux différences de comportement entre les générations, loin de là ! Elle ne serait même que le symptôme de causes plus profondes qui auraient un lien avec la façon dont les membres de ces différentes générations concevraient leur rapport à l'autre, en particulier à l'autorité ou aux valeurs sur lesquelles ils fonderaient leur action, en particulier la valeur accordée à l'effort ou à l'équilibre à préserver (ou non) entre vie privée et vie professionnelle.

## **Pourquoi serait-il important de comprendre ces phénomènes générationnels pour les managers ?**

Si on part de l'hypothèse qu'une génération développe le même rapport au travail, la comprendre permettrait aux managers d'adapter la structure de décision et le style de direction afin de profiter au mieux du potentiel de chacun et de rendre l'organisation dans son ensemble plus performante. Prenons l'exemple des membres de la génération Y. De manière générale, ils seraient moins respectueux de l'autorité, indisciplinés même, chercheraient sans cesse, de manière presque compulsive, à comprendre le sens de l'action à laquelle ils participent (on appelle parfois la génération



Y la génération « pourquoi »), et auraient la fâcheuse tendance à se mêler de ce qui ne les regardent pas, en donnant par exemple leurs avis sur des questions qui ne concernent pas directement leur champ de compétence. Ainsi, un informaticien de la génération Y ne comprendrait pas pourquoi il ne pourrait pas, lui comme les autres, avoir des idées, et même des bonnes, sur la stratégie commerciale de son entreprise et pourquoi il ne pourrait pas les défendre auprès de ses collègues . Face à ces (nouveaux) comportements, le rôle de l'encadrement consisterait à prendre en compte les tendances naturelles des membres de la génération Y. Pour ce faire, les managers devraient favoriser la mise en place d'une structure plus collaborative visant à renforcer voire à favoriser une communication intense entre les collaborateurs, quels que soient leurs niveaux et leurs champs de compétence. C'est d'ailleurs ce mode d'organisation, cette forme d'ajustement mutuel , qui est aujourd'hui à l'œuvre dans les start-ups très innovantes et qui leur permet justement d'être performantes en renforçant leur capacité à s'adapter à un environnement toujours plus incertain.

### **L'étude des phénomènes générationnels est-elle une clé si simple à activer que cela pour résoudre les problèmes de management dans une organisation ?**

La réponse est bien évidemment négative. Tout d'abord, il faut bien constater qu'au sein d'une même organisation collaborent des salariés de générations différentes qu'il faut réussir à faire travailler ensemble ! Il ne suffit donc pas d'expliquer qu'un type de management doit être associé à une génération en particulier, par exemple un management collaboratif pour la génération Y, pour que cela puisse fonctionner. Ensuite, les conclusions sur le mode de coordination qu'il faut justement privilégier selon les générations auxquelles les managers s'adressent, sont loin d'être partagées par tous. Ainsi, dans son ouvrage *De l'adulte roi à l'adulte tyran* , Didier Pleux, psychologue clinicien, propose justement de prendre le contre-pied des tendances naturelles des membres de la génération Y et mettre en place un management plus contraignant. Pour lui, les enfants de la génération Y devenus adultes aujourd'hui fonctionnent sur une hyper-valorisation de l'égo et ne recherchent que leur propre plaisir au détriment du collectif auquel ils sont censés appartenir. Privilégier un mode de management participatif ne ferait donc que renforcer des comportements individualistes contre l'intérêt collectif.

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR LA RÉDACTION**



## TABLEAU DE BORD

### LE SMIC

Le montant du SMIC horaire brut est fixé, à partir du 1er janvier 2013 à 9,43 euros de l'heure. Avec cette hausse de 0,3%, le salaire minimum passe à 1430,22 euros bruts mensuels pour 35 heures. Avec la prise en compte de l'accord BINO le salaire minima est de: **1679,7 € brut mensuel** dont **254€** de prime BINO. Avec les critères de Guadeloupe les chiffres sont : **9,50 brut** ; **1440,86 brut.**

### INDICE DU COÛT DE LA CONSTRUCTION

Au 3e trimestre 2012, l'indice des loyers commerciaux est à 108,17 points et augmente de 2,72% sur un an.

Au 3e trimestre 2012, l'indice du coût de la construction est à 1648 points et augmente de 1,48% sur un an.

### POPULATION

POPULATION 2011: 401 784 habitants

### OFFRE

PIB 2011 : 7 910 dont 34 % de PIB non marchand ( 2 690 )

IMPORTATIONS 2011: 2 664

RESSOURCES TOTALES : 10 853

### DEMANDE

CONSOMMATION 2011: 8 488 ( 5 126 ménage et 3 362 administration )

INVESTISSEMENT 2011 : 1 476

EXPORTATIONS 2011 : 889

DEMANDE TOTALE : 10 853

### PRIX

JUILLET 2013 : - 0,1% sur un mois ; 0,8 % sur un an

### EMPLOI , CHÔMAGE

DEMANDEURS D'EMPLOI ( A B C ) En juillet 2013:67 770 ( +3,3% sur un an ).

OFFRES D'EMPLOI EN JUILLET 2013 : - 18,9% sur un an

EMPLOI MARCHAND au 30 septembre 2012 : 49,8 (dont 8,5 industrie , 7,5 construction, 33,8 service marchand )

EMPLOI NON MARCHAND EN 2010 : 48577 dont 36 282 fonctionnaires ( état 15212, collectivités locales 15 729 , santé 5341).

## **ENTREPRISES CRÉÉS**

NOMBRE D'ENTREPRISES CRÉÉES en 2012 : 5015

**RUBRIQUE PRÉPARÉE PAR L'OBSERVATOIRE ÉCONOMIQUE CARAÏBE**

LES ÉLECTIONS MUNICIPALES APPROCHENT

**INTERFACE** PRÉPARE LES CANDIDATS

PRENEZ CONTACT AVEC NOUS

POUR UNE FORMATION PERSONNALISÉE

TÉLÉPHONE : **0690 40 42 55**

**INTERFACE**


**POUR ÉLABORER**

**VOS DIAGNOSTICS**

**DE TERRITOIRES ET**

**D' ENTREPRISES**

**Nous contacter**



**AIDER NOUS  
À DIFFUSER  
LA NATION**